

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 105/06

AMR 46/009/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES

PÉROU **Juan Zamudio Bocángel (h)**
Gisela Bocángel (f), sa mère
ainsi que les autres membres de leur famille

Londres, le 27 avril 2006

Juan Zamudio Bocángel, victime présumée de torture, a été la cible d'une tentative d'assassinat. Sa mère, Gisela Bocángel, a été menacée. Amnesty International est inquiète pour la sécurité de tous les membres de la famille Bocángel, qui est en butte à une campagne d'intimidation qui ne cesse de s'intensifier.

Le 8 avril, alors qu'il rentrait chez lui, dans le district de Comas à Lima, avec quelques amis, Juan Zamudio Bocángel a été suivi par trois inconnus. Ceux-ci l'auraient appelé par son nom avant de tenter de le faire monter de force dans leur voiture. Les amis de Juan Zamudio Bocángel l'ont aidé à s'échapper, mais il a reçu une balle dans le dos. Touché au poumon et au foie, Juan Zamudio Bocángel a été hospitalisé pendant cinq jours. Il est toujours en période de convalescence.

Le 19 avril, alors qu'elle rentrait chez elle à pied, Gisela Bocángel a été suivie par trois inconnus qui circulaient à bord d'une voiture aux plaques d'immatriculation masquées. L'un des hommes aurait ouvert une portière arrière, lui demandant de s'approcher. Gisela Bocángel a refusé de s'exécuter et poursuivi son chemin. Avant cet épisode, cela faisait quelques mois qu'elle recevait des appels de menaces anonymes.

Ces deux événements ont été signalés aux autorités en avril. Toutefois, à la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte, et la famille Bocángel ne bénéficie pas de mesures de protection.

Le 19 février 2005, Juan Zamudio Bocángel aurait été torturé par des policiers au commissariat de La Pascana, dans le district de Comas, au point qu'il a perdu connaissance et a dû être hospitalisé à Coma pendant trois jours, le temps de se remettre. Il a déposé une plainte en mars 2005 et, aujourd'hui, sept policiers font l'objet d'une enquête. De toute évidence, les menaces et les actes d'intimidation dirigés contre la famille de Juan Zamudio Bocángel sont destinés à le pousser à retirer sa plainte. Ils auraient commencé lorsque les investigations ont été étendues à quatre policiers supplémentaires.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces dernières années, Amnesty International a recensé de très nombreux cas de torture et autres formes de mauvais traitements imputables à la police péruvienne (voir le rapport *Pérou. Torture et mauvais traitements : Des bonnes résolutions que l'on tarde à mettre en application*, AMR 46/005/02, juin 2002). Les victimes qui portent plainte et leurs proches sont souvent la cible de menaces et d'actes d'intimidation, tout comme les avocats et défenseurs des droits humains engagés dans des actions en justice contre les auteurs présumés de telles atteintes. Amnesty International a demandé aux autorités péruviennes d'enquêter sur ces menaces et de protéger les victimes. Toutefois, à la connaissance de l'organisation, personne n'a été traduit en justice à ce jour.

La Loi contre la torture adoptée par le Congrès péruvien en 1998 reste très largement inefficace et les tortionnaires présumés sont toujours inculpés d'infractions d'une gravité moindre. À la connaissance d'Amnesty International, six affaires seulement ont abouti à des condamnations au titre de la législation anti-torture. Depuis 1998, le médiateur du Pérou aurait reçu plus de 400 plaintes mettant en cause des policiers dans des actes de torture, dont plus d'une quarantaine de cas à l'issue fatale. Le ministère public n'a ouvert une enquête que pour 120 de ces plaintes.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous gravement préoccupé par la sécurité de Juan Zamudio Bocángel, de sa mère Gisela et des autres membres de sa famille, depuis que cet homme a été victime d'une tentative d'assassinat et que sa famille fait l'objet d'une campagne d'intimidation qui ne cesse de s'intensifier ;

– demandez instamment que soit conduite dans les meilleurs délais une enquête impartiale et indépendante sur ces faits, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– priez les autorités de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la sécurité de Juan Zamudio Bocángel et de sa mère Gisela, conformément aux souhaits de ces personnes.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Dr. Rómulo Pizarro Tomasio
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Plaza 30 de Agosto s/n,
Urb. Córpac, San Isidro
Lima 27, Pérou
Fax : +51 1 225 7234

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le*
Ministre,

Procureure générale :

Dra. Flora Adelaida Bolívar Arteaga
Fiscal de la Nación
Fiscalía de la Nación
Av. Abancay, cuadra 5 s/n
Lima 1
Pérou
Fax : +51 1 427 1792

Formule d'appel : *Sra. Fiscal de la Nación, / Madame la*
Procureure générale,

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

COMISEDH
Jr. Horacio Urteaga 704
Jesús María
Lima, Pérou

Courriers électroniques : comisedh@amauta.rcp.net.pe

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Pérou dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 8 JUIN 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*